

## Rapport de gestion

Le 12 mai 2021

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour les trimestres clos les 31 mars 2021 et 2020. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes annexes pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 ainsi qu'à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2021 et 2020. Veuillez vous reporter au communiqué de presse de Pages Jaunes Limitée présentant ses résultats pour le premier trimestre clos le 31 mars 2021, publié le 13 mai 2021. Les rapports trimestriels, le rapport annuel, les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <https://entreprise.pj.ca/fr>. Les communiqués de presse sont accessibles sur le site de SEDAR et à la section « Nouvelles – Communiqués de presse » du site Web de la Société.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et l'information présentée dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états financiers.

Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens. Veuillez vous reporter à la section « Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats » pour obtenir la liste des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des indicateurs de performance clés.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation de la performance.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 411 Local Search Corp. (411.ca) (dissoute au 30 septembre 2020), YPG (USA) Holdings, Inc. et Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC [ces deux dernières étant collectivement appelées YP (États-Unis)].

### Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière et des résultats d'exploitation et des activités de PJ, (y compris, sans s'y limiter, a) d'un remboursement intégral des débetures échangeables restantes de la Société, à leur valeur nominale, le 31 mai 2021, et b) du versement d'un dividende en trésorerie par action par trimestre à ses actionnaires ordinaires). Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles, en date du 12 mai 2021, au sujet de nos activités et des marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur plusieurs hypothèses qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées ou sous-entendues dans cette information et ces déclarations prospectives et que nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires ne soient pas réalisés ou atteints. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que l'une ou l'autre de nos déclarations prospectives se réalisera et nous mettons en garde le lecteur contre le risque que représente le fait de s'appuyer sur ces déclarations prospectives. L'information et les déclarations prospectives qui figurent dans le présent rapport de gestion sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties à comprendre nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires. Le lecteur est donc mis en garde contre le fait que cette information pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas davantage de façon importante et la reprise débutera plus tard cette année, à mesure que les restrictions d'activités imposées en raison de la pandémie de COVID-19 seront levées.
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir des produits et services qui nous aideront à soutenir notre clientèle et amélioreront les produits moyens par client.
- La baisse des produits tirés des médias imprimés demeurera à un niveau égal ou inférieur à 25 % par année.
- Les marges bénéficiaires brutes ne diminueront pas significativement des niveaux actuels.

- Les réductions continues des dépenses atténueront l'incidence sur les flux de trésorerie de la baisse des produits.
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse selon laquelle aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétisera.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et la performance d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties de résultats ou de performances futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou cette performance seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou la performance réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle :

- L'incapacité de la Société à stabiliser ou à accroître ses produits et sa clientèle.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits.
- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société.
- Un taux de diminution plus marqué que prévu des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs.
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits de marketing et de médias numériques.
- L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients.
- Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société.
- Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques de la Société à marge moins élevée, comme les services et la revente.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de conserver du personnel clé.
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne, et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.
- L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties.
- Des actions en justice ayant gain de cause contre la Société.
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail.
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal.
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche.
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communication de la Société.
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements.
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite.
- Les incidences de la COVID-19 sont imprévisibles.
- L'écllosion ou l'intensification d'une maladie contagieuse pourrait avoir une incidence négative plus importante que prévu sur les activités de la Société.

## Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats

### Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté » et « marge sur BAIIA ajusté »)

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (défini aux présentes comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas des mesures de la performance conformes aux normes IFRS et ils ne sont pas considérés comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer la performance de Pages Jaunes. Les définitions du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas normalisées; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne devraient pas être utilisés comme mesures exclusives des flux de trésorerie, car ils ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que des autres provenances et utilisations des flux de trésorerie, qui sont présentées à la page 14 de ce rapport de gestion.

Le BAIIA ajusté est calculé comme les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté en tant que BAIIA ajusté en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la performance de nos activités, car ils reflètent la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société à assurer le service de sa dette et à satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing, ainsi que pour évaluer la performance d'une entreprise.

### BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est une mesure financière non conforme aux normes IFRS et il n'a pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'elle soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Nous définissons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme le BAIIA ajusté, tel qu'il est défini ci-dessus, moins les dépenses d'investissement, que nous définissons comme les acquisitions d'immobilisations incorporelles et les acquisitions d'immobilisations corporelles, présentées dans la section « Activités d'investissement » des tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie de la Société. Nous utilisons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme une mesure de performance clé pour nos activités, car il reflète les flux de trésorerie provenant de nos activités commerciales. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour évaluer la performance des entreprises de notre secteur. Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés-cadres.

La mesure financière conforme aux normes IFRS qui s'apparente le plus au BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (défini ci-dessus comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Pour un rapprochement du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement, se reporter à la page 8 du présent rapport de gestion.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités et produits et services offerts aux clients
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Hypothèses et estimations critiques
5. Risques et incertitudes
6. Contrôles et procédures

## 1. Activités et produits et services offerts aux clients

### Nos activités

Pages Jaunes, l'un des principaux fournisseurs de solutions de marketing et de médias numériques au Canada, offre des outils ciblés aux entreprises locales, aux marques nationales et aux clients qui leur permettent d'interagir et de faire des affaires dans l'économie numérique actuelle.

### Produits et services offerts aux clients

Pages Jaunes offre aux petites et moyennes entreprises (« PME ») du Canada un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique, la production vidéo, des solutions de commerce en ligne ainsi que la publicité imprimée. L'effectif de vente et l'équipe de service à la clientèle de la Société, qui compte environ 300 professionnels dévoués, offrent cette gamme complète de solutions de marketing aux entreprises locales partout au pays, tout en répondant aux besoins changeants de sa clientèle existante, qui compte 119 400 PME.

### Médias

Les médias de la Société, principalement les médias fixes, mobiles et imprimés, demeurent des marchés efficaces pour les marchands locaux canadiens, les marques et les consommateurs. Le réseau de médias de la Société permet aux Canadiens de découvrir des entreprises dans leurs quartiers, dans les marchés verticaux des services et du commerce de détail. La description des médias numériques de la Société est fournie ci-dessous.

- PJ<sup>MC</sup> – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier et d'y faire des affaires au moyen de profils de marchands complets, de contenu éditorial pertinent, de critiques et de fonctionnalités de réservation.
- Canada411 (« C411 ») – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales.
- La Société est l'éditeur officiel des annuaires de Bell, de TELUS, de Bell Aliant, de MTS Allstream et d'un certain nombre d'autres entreprises de téléphonie titulaires.
- 411.ca – service d'annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales.

## Principales données analytiques

Le succès de notre entreprise est tributaire de l'amélioration continue de la rentabilité opérationnelle et de l'efficacité des dépenses d'investissement. L'amélioration à long terme de la rentabilité dépend de la croissance des produits tirés des médias et solutions numériques ainsi que de la rétention et de la croissance de notre clientèle. Les principales données analytiques pour le trimestre clos le 31 mars 2021 comprennent les éléments suivants :

- BAIIA ajusté : le BAIIA ajusté a diminué pour se chiffrer à 26,6 M\$, ou 36,2 % des produits, pour le trimestre clos le 31 mars 2021, comparativement à 32,6 M\$, ou 36,9 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement : le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué pour se chiffrer à 25,3 M\$, ou 34,5 % des produits, pour le trimestre clos le 31 mars 2021, comparativement à 31,3 M\$, ou 35,5 % des produits, pour le trimestre clos le 31 mars 2020.
- Produits tirés des médias et solutions numériques : les produits tirés des médias et solutions numériques de PJ ont diminué de 15,7 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 57,0 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021.
- Nombre de clients<sup>1</sup> et produits moyens par client<sup>2</sup> : le nombre de clients de PJ a diminué pour s'établir à 119 400 clients pour la période de douze mois close le 31 mars 2021, comparativement à 145 700 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente un recul de 26 300 clients pour la période de douze mois close le 31 mars 2021, comparativement à un recul de 33 100 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits moyens par client de PJ pour la période de douze mois close le 31 mars 2021 se sont chiffrés à 2 544 \$ comparativement à 2 571 \$ pour la période de douze mois close le 31 mars 2020, ce qui représente une diminution de 1,0 %, essentiellement attribuable à la baisse des dépenses par client pour les médias imprimés.
- Effectif<sup>3</sup> : L'effectif a diminué pour s'établir à 677 employés au 31 mars 2021, comparativement à 722 employés au 31 mars 2020.

<sup>1</sup> Le nombre de clients correspond au nombre de clients qui, à la fin de la période de présentation de l'information financière, avaient eu recours à l'un de nos produits pour leur publicité au cours des douze derniers mois, en excluant les clients de 411.ca.

<sup>2</sup> Les produits moyens par client correspondent à la moyenne des produits tirés des contrats par client de PJ sur les douze derniers mois, en excluant les clients de 411.ca.

<sup>3</sup> La Société définit l'effectif comme le nombre total d'employés excluant les employés en congé d'invalidité de courte durée et de longue durée ou en congé de maternité.

## 2. Résultats

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour le premier trimestre de 2021 par rapport à la période correspondante de 2020. Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris certaines mesures qui ne sont pas conformes aux normes IFRS. Ces mesures financières sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion et elles constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

### Faits saillants

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2021	2020
Produits	73 514 \$	88 308 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	26 583 \$	32 563 \$
Marge sur BAIIA ajusté	36,2 %	36,9 %
Bénéfice net	12 135 \$	12 403 \$
Bénéfice de base par action	0,46 \$	0,47 \$
Dépenses d'investissement	1 240 \$	1 231 \$
BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	25 343 \$	31 332 \$
Marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	34,5 %	35,5 %
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	22 556 \$	27 148 \$

## Résultats d'exploitation et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

	2021	% des produits	2020	% des produits
<b>Pour les trimestres clos les 31 mars</b>				
Produits	73 514 \$		88 308 \$	
Coût des produits vendus	29 564	40,2 %	34 421	39,0 %
Marge brute	43 950	59,8 %	53 887	61,0 %
Autres coûts d'exploitation	17 367	23,6 %	21 324	24,1 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	26 583	36,2 %	32 563	36,9 %
Amortissements	5 092	6,9 %	7 601	8,6 %
Frais de restructuration et autres charges	1 056	1,4 %	3 315	3,8 %
Bénéfice d'exploitation	20 435	27,8 %	21 647	24,5 %
Charges financières, montant net	3 795	5,2 %	4 181	4,7 %
Perte à la vente d'une entreprise	–	–	498	0,6 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	16 640	22,6 %	16 968	19,2 %
Charge d'impôt sur le résultat	4 505	6,1 %	4 565	5,2 %
<b>Bénéfice net</b>	<b>12 135 \$</b>	<b>16,5 %</b>	<b>12 403 \$</b>	<b>14,0 %</b>
Bénéfice de base par action	0,46 \$		0,47 \$	
Bénéfice dilué par action	0,44 \$		0,44 \$	
	Au		Au	
	31 mars 2021		31 décembre 2020	
<b>Total de l'actif</b>	<b>361 405 \$</b>		<b>367 913 \$</b>	
<b>Débtures échangeables</b>	<b>101 760 \$</b>		<b>101 115 \$</b>	
<b>Ratio total des débtures échangeables/total de l'actif</b>	<b>28,2 %</b>		<b>27,5 %</b>	

## Analyse des résultats d'exploitation et financiers consolidés

Le président et chef de la direction est le principal décideur opérationnel et il utilise le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »), moins les dépenses d'investissement, pour évaluer le rendement. Le principal décideur opérationnel examine également les produits en fonction de produits et services comparables, comme les médias imprimés et les médias numériques.

### Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2021	2020	Variation en %
Médias numériques	57 000 \$	67 610 \$	(15,7) %
Médias imprimés	16 514 \$	20 698 \$	(20,2) %
<b>Total des produits</b>	<b>73 514 \$</b>	<b>88 308 \$</b>	<b>(16,8) %</b>

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2021, le total des produits a diminué de 14,8 M\$, ou 16,8 %, pour s'établir à 73,5 M\$, comparativement à 88,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits au cours du trimestre clos le 31 mars 2021 est essentiellement attribuable au recul de nos médias numériques et médias imprimés à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, de nos services numériques à marge moins élevée, ce qui a exercé une pression sur nos marges bénéficiaires brutes. Les résultats ont aussi été touchés par la pandémie de COVID-19, qui a eu une incidence sur les dépenses des clients et, dans une moindre mesure, sur les taux de renouvellement des clients.

Au premier trimestre de 2021, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 15,7 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 57,0 M\$, comparativement à 67,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits est essentiellement attribuable à une diminution du nombre de clients des médias numériques et, dans une moindre mesure, à une baisse des dépenses par client.

Au premier trimestre de 2021, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 20,2 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 16,5 M\$, comparativement à des produits tirés des médias imprimés de 20,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits est essentiellement attribuable à une diminution du nombre de clients des médias imprimés et, dans une moindre mesure, à une baisse des dépenses par client.

### Marge brute

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2021	% des produits	2020	% des produits	Variation en %
<b>Total de la marge brute</b>	<b>43 950 \$</b>	<b>59,8 %</b>	<b>53 887 \$</b>	<b>61,0 %</b>	<b>(18,4) %</b>

Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, la marge brute a totalisé 43,9 M\$, ou 59,8 % des produits, comparativement à 53,9 M\$, ou 61,0 % des produits. La diminution de la marge brute et de la marge brute en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 31 mars 2021 découle des pressions exercées par une baisse globale des produits et un changement dans la composition des produits, contrebalancées en partie par des optimisations et des réductions de coûts continues.

### BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2021	% des produits	2020	% des produits	Variation en %
<b>Total du BAIIA ajusté</b>	<b>26 583 \$</b>	<b>36,2 %</b>	<b>32 563 \$</b>	<b>36,9 %</b>	<b>(18,4) %</b>

Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, le BAIIA ajusté a totalisé 26,6 M\$, comparativement à 32,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge sur BAIIA ajusté est demeurée relativement stable, à 36,2 % pour le premier trimestre de 2021, comparativement à 36,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du BAIIA ajusté est attribuable aux pressions exercées sur les produits, partiellement contrebalancées par l'efficacité découlant de l'optimisation du coût des produits vendus et des réductions des autres coûts d'exploitation, incluant des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, ainsi que par la réduction des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein de la Société. La Société a aussi reçu une subvention salariale d'urgence de 0,7 M\$ durant le trimestre clos le 31 mars 2021. De plus, les résultats du premier trimestre de 2020 ont subi l'incidence négative d'une augmentation de 1,5 M\$ de la charge pour créances douteuses en raison de la pandémie de COVID-19. Les pressions exercées sur les produits, de même que l'augmentation de l'effectif de vente, contrebalancées en partie par les optimisations continues, exerceront une certaine pression sur la marge au cours des prochains trimestres.

### BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2021	2020	Variation en %
BAIIA ajusté	26 583 \$	32 563 \$	(18,4) %
Dépenses d'investissement	1 240 \$	1 231 \$	0,7 %
<b>Total du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement</b>	<b>25 343 \$</b>	<b>31 332 \$</b>	<b>(19,1) %</b>
<b>Marge sur BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement</b>	<b>34,5 %</b>	<b>35,5 %</b>	

Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a totalisé 25,3 M\$, comparativement à 31,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution au cours du trimestre clos le 31 mars 2021 s'explique par le fait que le BAIIA ajusté a diminué, alors que les dépenses d'investissement ont été stables d'un exercice à l'autre.

### Amortissements

Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, les amortissements ont diminué pour se chiffrer à 5,1 M\$, comparativement à 7,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels au cours des dernières périodes.

### Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2021	2020
Indemnités, avantages et remplacement externe	1 209 \$	634 \$
Perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation et coûts (recouvrements relatifs aux coûts) d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	(160)	2 646
Autres frais	7	35
<b>Total des frais de restructuration et autres charges</b>	<b>1 056 \$</b>	<b>3 315 \$</b>

Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 1,1 M\$ au cours du premier trimestre de 2021, qui comprennent essentiellement des frais de restructuration de 1,2 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre et un recouvrement de 0,2 M\$ lié aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location relatifs à des espaces de bureaux auparavant vacants.

Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 3,3 M\$ au cours du premier trimestre de 2020, qui comprennent essentiellement des frais de restructuration de 0,6 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, une charge de 1,3 M\$ relative aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux et une charge de 1,3 M\$ liée à des cessions d'immobilisations corporelles et à la perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation relativement à des espaces de bureaux vacants.



**Charges financières**

Les charges financières ont diminué pour se chiffrer à 3,8 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021, comparativement à 4,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement attribuable à la comptabilisation d'une augmentation de 0,3 M\$ de la juste valeur de l'option de rachat des débetures échangeables au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2021. Le taux d'intérêt effectif moyen de la Société sur notre portefeuille de titres d'emprunt, compte non tenu des obligations liées à des contrats de location, était de 8,0 % au cours du trimestre clos le 31 mars 2021 (31 mars 2020 – 8,0 %).

**Charge d'impôt sur le résultat**

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi pour le trimestre clos le 31 mars 2021 était de 26,37 % et de 26,58 % pour la période correspondante de 2020. La Société a comptabilisé une charge de 4,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021 (2020 – 4,6 M\$). La Société a comptabilisé une charge de 27,1 % pour le trimestre clos le 31 mars 2021 (2020 – 26,9 %).

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour les trimestres clos les 31 mars 2021 et 2020 s'explique par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt.

**Bénéfice net**

Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, le bénéfice net est demeuré relativement stable, à 12,1 M\$, comparativement à un bénéfice net de 12,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, puisque la baisse du BAIIA ajusté a été contrebalancée par une baisse des amortissements, des frais de restructuration et autres charges et des charges financières.

## Sommaire des résultats consolidés trimestriels

Le tableau suivant présente les principales données financières consolidées de Pages Jaunes pour les huit plus récents trimestres.  
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

	2021	2020			2019			
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Produits de PJ	<b>73 514 \$</b>	76 669 \$	80 281 \$	88 280 \$	88 308 \$	93 507 \$	98 147 \$	106 610 \$
Produits du secteur Autre et éliminations intersectorielles <sup>1</sup>	–	–	–	–	–	–	–	162
Total des produits	<b>73 514 \$</b>	76 669 \$	80 281 \$	88 280 \$	88 308 \$	93 507 \$	98 147 \$	106 772 \$
Coûts d'exploitation	<b>46 931</b>	49 030	52 969	46 352	55 745	58 751	60 361	63 350
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	<b>26 583</b>	27 639	27 312	41 928	32 563	34 756	37 786	43 422
Marge sur BAIIA ajusté	<b>36,2 %</b>	36,0 %	34,0 %	47,5 %	36,9 %	37,2 %	38,5 %	40,7 %
Amortissements	<b>5 092</b>	6 249	6 624	7 190	7 601	8 678	9 221	10 082
Frais de restructuration et autres charges	<b>1 056</b>	221	4 461	134	3 315	5 719	2 347	1 571
Bénéfice d'exploitation	<b>20 435</b>	21 169	16 227	34 604	21 647	20 359	26 218	31 769
Charges financières, montant net	<b>3 795</b>	2 014	4 196	4 121	4 181	7 360	7 019	11 456
(Profit) perte à la vente d'entreprises	–	–	(79)	4	498	10	160	197
Bénéfice avant impôt sur le résultat	<b>16 640</b>	19 155	12 110	30 479	16 968	12 989	19 039	20 116
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	<b>4 505</b>	2 340	3 069	8 440	4 565	(40 608)	5 200	5 543
Bénéfice net	<b>12 135 \$</b>	16 815 \$	9 041 \$	22 039 \$	12 403 \$	53 597 \$	13 839 \$	14 573 \$
Bénéfice de base par action	<b>0,46 \$</b>	0,63 \$	0,34 \$	0,83 \$	0,47 \$	2,02 \$	0,52 \$	0,55 \$
Bénéfice dilué par action	<b>0,44 \$</b>	0,58 \$	0,34 \$	0,73 \$	0,44 \$	1,70 \$	0,49 \$	0,51 \$

<sup>1</sup> Avant 2020, les activités de la Société étaient classées en deux secteurs à présenter, soit : PJ et Autre. Après le deuxième trimestre de 2019, plus aucune activité n'était présentée dans le secteur Autre.

### 3. Situation de trésorerie et sources de financement

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

#### Structure du capital

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Au 31 mars 2021	Au 31 décembre 2020
Trésorerie	170 943 \$	153 492 \$
Débetures échangeables	101 760	101 115
Obligations liées à des contrats de location	52 189	52 874
Total de la dette	153 949 \$	153 989 \$
Capitaux propres	57 415	29 301
Total du capital investi	211 364 \$	183 290 \$
Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie sur le total du capital investi	s.o.	0,3 %

Au 31 mars 2021, le total de la dette de Pages Jaunes, déduction faite de la trésorerie, se chiffrait à (17,0) M\$ (la trésorerie était positive), comparativement à un total de la dette, déduction faite de la trésorerie, de 0,5 M\$ au 31 décembre 2020.

Au 31 mars 2021, le ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois<sup>1</sup> était sans objet en raison de la dette nette négative, comparativement à néant au 31 décembre 2020. L'amélioration du ratio est essentiellement attribuable à une hausse du solde de la trésorerie au 31 mars 2021, contrebalancée en partie par une baisse du BAIIA ajusté.

<sup>1</sup> *Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non conforme aux normes IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en bourse. Se reporter à la page 3 pour obtenir une définition du BAIIA ajusté.*

#### Emprunt garanti par des actifs

La Société, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, détient un emprunt garanti par des actifs dont l'échéance est en août 2022 et le total des engagements, de 25,0 M\$. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5,0 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 31 mars 2021, le ratio de couverture des charges fixes de la Société était de 3,2 fois. La Société avait des lettres de crédit de 3,4 M\$ émises et en circulation en vertu de l'emprunt garanti par des actifs et une insuffisance de 2,2 M\$ au titre des biens affectés en garantie admissibles. Par conséquent, une tranche de 19,4 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 31 mars 2021.

Au 31 mars 2021, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

#### Débetures échangeables

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débetures échangeables subordonnées de premier rang (les « débetures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022. Au 31 mars 2021 et au 31 décembre 2020, la valeur nominale des débetures échangeables s'élevait à 107,0 M\$. Au 31 mars 2021, la valeur des débetures échangeables, moins les intérêts non comptabilisés, était de 101,8 M\$, comparativement à 101,1 M\$ au 31 décembre 2020.

Les intérêts sur les débetures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en trésorerie, ou au taux de 12 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débetures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débetures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débetures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

L'acte de fiducie régissant les débetures échangeables contient des clauses restrictives, notamment des restrictions quant à la création d'une dette additionnelle, au paiement de dividendes et autres restrictions de paiement, à la création de privilèges, aux transactions de cession-bail, aux fusions, aux regroupements et aux ventes d'actifs, ainsi qu'à certaines transactions avec des entreprises liées. L'acte de fiducie ne contient pas l'obligation de maintenir des ratios financiers. Les restrictions quant aux ratios financiers s'appliquent seulement lors de la création d'une dette ou d'autres transactions.

L'acte de fiducie permet à la Société d'effectuer des paiements restreints, y compris des paiements de dividendes et des rachats d'actions ordinaires et certains paiements associés à la rémunération fondée sur des actions à l'intention de la direction, d'un montant total maximal de 20,0 M\$ à compter de la date de l'acte de fiducie. Au 31 mars 2021, la Société avait effectué des paiements restreints cumulatifs totalisant 19,0 M\$, dont une tranche de 11,7 M\$ se rapportait aux paiements de dividendes, une tranche de 3,9 M\$, aux rachats d'actions ordinaires et une tranche de 3,4 M\$, à certains paiements associés à la rémunération fondée sur des actions à l'intention de la direction, depuis l'entrée en vigueur de l'acte de fiducie. Au 31 mars 2021, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

### Option d'échange

Les débetures échangeables peuvent être échangées au gré du porteur en actions ordinaires à tout moment, à un prix d'échange par action de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

### Rachat optionnel

La Société peut racheter la totalité ou une partie des débetures échangeables à son gré, sur préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué à compter du 31 mai 2021.

L'option de rachat en trésorerie des débetures échangeables correspond à la définition d'un dérivé incorporé et est comptabilisée à la juste valeur dans les états consolidés intermédiaires de la situation financière, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières. Au 31 mars 2021, la juste valeur s'élevait à 2,9 M\$; elle était de 2,6 M\$ au 31 décembre 2020.

Le 20 avril 2020, la Société a conclu une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat de ses débetures échangeables d'un montant en capital maximal de 6,6 M\$ aux fins d'annulation au plus tard le 19 avril 2021. Au 19 avril 2021, PJ avait racheté des débetures échangeables en vertu de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'une valeur comptable de 52 000 \$ en trésorerie et d'une valeur nominale de 56 000 \$. Les rachats ont été effectués conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours en vigueur du marché au moment de l'acquisition.

Le 23 avril 2021, la Société a annoncé le remboursement intégral, le 31 mai 2021, du montant en capital de 107,0 M\$ de ses débetures échangeables, à leur valeur nominale, en plus des intérêts courus et impayés.

## Notations

### Standard and Poor's Global Ratings

B-/notation de la Société – perspective stable

B/notation des débetures échangeables

### Situation de trésorerie

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités à court et à long terme pour financer ses dépenses d'investissement, ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, ainsi que pour assurer le service de sa dette en cours. Au 31 mars 2021, la trésorerie de la Société se chiffrait à 171,0 M\$ et un montant de 19,4 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

## Données sur les actions

### Données sur les actions en circulation

	Au 12 mai 2021	Au 31 mars 2021	Au 31 décembre 2020
Actions ordinaires en circulation	27 783 815	27 783 815	27 828 906
Débetures échangeables en circulation <sup>1</sup>	5 621 481	5 621 481	5 621 481
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 483	2 995 483	2 995 484
Options sur actions en circulation <sup>2</sup>	3 026 092	3 026 092	2 717 779

<sup>1</sup> Au 12 mai 2021, le montant en capital des débetures échangeables de Pages Jaunes en circulation s'élevait à 107,0 M\$. Ce montant peut être échangé contre 5 621 481 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée à un prix d'échange de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées, conformément à l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

<sup>2</sup> Le solde des options sur actions en circulation de 3 026 092 au 12 mai et au 31 mars 2021 comprend 145 993 options sur actions pouvant être exercées à ces dates. Le solde des options sur actions en circulation de 2 717 779 au 31 décembre 2020 ne comprenait aucune option sur actions pouvant être exercée à cette date.

La Société a conclu une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, débutant le 10 août 2020, visant le rachat d'actions ordinaires d'un montant maximal de 5,0 M\$ sur le marché libre aux fins d'annulation au plus tard le 9 août 2021. Au 31 mars 2021, la Société avait racheté 324 150 actions ordinaires en vertu de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour un montant en trésorerie de 3,9 M\$.

Après le remboursement intégral des débetures échangeables le 31 mai 2021 et l'expiration de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vigueur, le 9 août 2021, la Société a l'intention de lancer une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 10 août 2021 ou autour de cette date, sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, afin de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 5 % des actions en circulation de la Société sur une période de douze mois. La Société a limité à 5,0 M\$ le montant total des rachats en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités en vigueur et a l'intention de limiter à 16,0 M\$ le montant total des rachats en vertu de la nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

### Politique en matière de dividendes

Le 12 mai 2021, le conseil d'administration de la Société (le « conseil ») a modifié sa politique en matière de dividendes visant à verser un dividende trimestriel en trésorerie à ses actionnaires ordinaires, en augmentant le dividende de 0,11 \$ par action à 0,15 \$ par action. La politique de distribution de dividendes de PJ et la déclaration de dividendes sur toute action ordinaire en circulation de la Société sont déterminées au gré du conseil d'administration et, par conséquent, rien ne garantit que la politique de distribution de dividendes sera maintenue ni que des dividendes seront déclarés. Les décisions à l'égard des dividendes continueront de dépendre des activités et des résultats financiers de PJ, que le conseil d'administration évaluera chaque trimestre, et qui sont pour leur part assujettis à différents risques et hypothèses, dont ceux mentionnés dans le présent rapport de gestion.

La Société a versé un dividende en trésorerie sur actions ordinaires de 2,9 M\$, soit 0,11 \$ par action ordinaire, au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2021.

Le 1<sup>er</sup> juin 2021, après le remboursement intégral des débetures échangeables, le conseil a l'intention de déclarer formellement un dividende en trésorerie de 0,15 \$ par action ordinaire, payable le 30 juin 2021 aux actionnaires inscrits le 9 juin 2021. Les dividendes trimestriels futurs seront assujettis à l'approbation du conseil.

### Cotisations aux régimes

Au 31 décembre 2019, le solde créditeur de l'exercice précédent du régime de retraite à prestations définies de la Société (le « régime ») était de 7,3 M\$. En 2020, la Société a prélevé un montant de 1,4 M\$ du solde créditeur de l'exercice précédent, réduisant du même coup les paiements en trésorerie requis à l'égard du régime et portant le solde créditeur de l'exercice précédent à 5,9 M\$ au 31 décembre 2020,

En 2021, le total des paiements en trésorerie au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires devrait s'élever à environ 9,5 M\$, ce qui comprend un montant de 4,7 M\$ (trésorerie de 2,0 M\$ et prélèvement de 2,7 M\$ du solde créditeur de l'exercice précédent) pour capitaliser le déficit de liquidation. Le 12 mai 2021, le conseil a approuvé une cotisation facultative supplémentaire en trésorerie de 4,0 M\$ en 2021, afin de porter à 6,0 M\$ les paiements en trésorerie au titre du déficit de liquidation du régime en 2021, dans le cadre d'un plan de réduction du déficit visant à augmenter la probabilité que le régime soit entièrement capitalisé en cas de liquidation d'ici 2030. Le plan de réduction du déficit comprend une intention d'effectuer des paiements en trésorerie au titre du déficit de liquidation de 6,0 M\$ chaque année jusqu'en 2030. La probabilité d'atteindre un ratio de liquidation de 100 % d'ici 2030 dépend, entre autres, de facteurs impossibles à maîtriser, y compris, notamment, les rendements du marché et les taux d'actualisation. Le conseil évaluera le plan de réduction du déficit chaque année.

## Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos les 31 mars	2021	2020
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation</b>		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, compte non tenu de la variation des actifs et des passifs d'exploitation	22 114 \$	27 614 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	442	(466)
	<b>22 556 \$</b>	<b>27 148 \$</b>
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(1 206) \$	(1 147) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(34)	(84)
Paievements reçus au titre de l'investissement net dans des contrats de sous-location	315	215
Produit de la vente d'une entreprise	–	1 000
	<b>(925) \$</b>	<b>(16) \$</b>
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités de financement</b>		
Rachat d'actions ordinaires	(635) \$	– \$
Émission d'actions ordinaires	45	–
Paievement au titre des obligations liées à des contrats de location	(685)	(676)
Dividendes versés	(2 905) \$	– \$
	<b>(4 180) \$</b>	<b>(676) \$</b>
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	<b>17 451 \$</b>	<b>26 456 \$</b>
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	<b>153 492</b>	<b>44 408</b>
<b>TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE</b>	<b>170 943 \$</b>	<b>70 864 \$</b>

### Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont diminué de 4,5 M\$ passant de 27,1 M\$ au trimestre clos le 31 mars 2020 à 22,6 M\$, en raison surtout de la baisse de 6,0 M\$ du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par une baisse de 1,6 M\$ des paiements au titre des frais de restructuration et autres charges.

### Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 0,9 M\$ d'un exercice à l'autre, ce qui s'explique surtout par le produit à la vente d'une entreprise reçu en 2020.

### Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont augmenté de 3,5 M\$, pour s'établir à 4,2 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021, comparativement à 0,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par les dividendes de 2,9 M\$ versés et le rachat d'actions ordinaires d'une valeur de 0,6 M\$ au premier trimestre de 2021.

## Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 21 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019.)

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les dettes fournisseurs et autres créditeurs et les débentures échangeables.

Au 31 mars 2021, la juste valeur de l'option de rachat des débentures échangeables s'élevait à 2,9 M\$; elle était de 2,6 M\$ au 31 décembre 2020. La juste valeur est établie au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options en fonction des taux et des prix du marché en vigueur à la clôture du trimestre, de même que des données historiques sur la volatilité.

## 4. Hypothèses et estimations critiques

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément aux normes IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs, de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Nos hypothèses et estimations comptables critiques n'ont pas changé depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, sauf pour ce qui est décrit ci-dessous. Ces hypothèses et estimations critiques portent sur la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients, les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles, les avantages futurs du personnel et l'impôt sur le résultat. Se reporter à la section 4 « Hypothèses et estimations critiques » pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019.

### Normes comptables

#### Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées qui ne sont pas encore entrées en vigueur pour les états financiers consolidés

##### Modifications d'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*

Le 14 mai 2020, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié des modifications d'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, qui précisent les coûts qu'une société devrait inclure dans les coûts d'exécution d'un contrat lorsqu'elle détermine si ce contrat est déficitaire. Les modifications d'IAS 37 clarifient que pour déterminer si un contrat est déficitaire, le coût d'exécution d'un contrat doit comprendre à la fois les coûts marginaux liés à l'exécution du contrat et une affectation des autres coûts directement liés à l'exécution du contrat. Les modifications sont en vigueur pour les contrats dans le cadre desquels une entité n'a pas encore rempli toutes ses obligations à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. L'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers.

## 5. Risques et incertitudes

Se reporter à la section « Risques et incertitudes » de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 et à notre notice annuelle datée du 26 mars 2021 pour obtenir une description complète des facteurs de risque auxquels la Société pourrait être exposée, notamment « Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements, pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière ».

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le conseil exige que nos cadres supérieurs déterminent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux. Nos risques et incertitudes sont demeurés inchangés depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019, sauf pour ce qui est décrit à la section « Information prospective » du présent rapport de gestion. Pour plus d'informations, se reporter à la partie correspondante de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2020 et 2019 et à notre notice annuelle datée du 26 mars 2021.

## 6. Contrôles et procédures

À titre de société ouverte, nous devons prendre les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

### **Contrôles et procédures de communication de l'information**

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Ces derniers ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 31 mars 2021.

### **Contrôle interne à l'égard de l'information financière**

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ces derniers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 31 mars 2021.

Au cours du trimestre ouvert le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et clos le 31 mars 2021, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.